

YASCHA
MOUNK

La grande

EXPÉRIENCE

Les démocraties
à l'épreuve de la diversité



**APRÈS
LE BEST-SELLER
LE PEUPLE CONTRE
LA DÉMOCRATIE**

Éditions de
L'Observatoire

La grande expérience

Dans la même collection

- Marylin Maeso, *Les Conspirateurs du silence*, 2018.
Éric Fiat, *Ode à la fatigue*, 2018.
Yascha Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, 2018.
Denis Ramond, *La Bave du crapaud*, 2018.
Claire Marin, *Rupture(s)*, 2019.
Laurent de Sutter, *Indignation totale*, 2019.
Dorian Astor, *La Passion de l'incertitude*, 2020.
Marylin Maeso, *La Petite Fabrique de l'inhumain*, 2021.

Du même auteur

- Stranger in My Own Country*, Farrar, Straus & Giroux Inc., 2014.
The Age of Responsibility, Harvard University Press, 2017.
The People vs. Democracy, Harvard University Press, 2018.

Yascha Mounk

La grande expérience

Les démocraties face à la diversité

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Benjamin Peylet

Collection « La Relève »,
dirigée par Adèle Van Reeth

L  Éditions de Observatoire

Titre original : *The Great Experiment*
Éditeur original : Penguin Press, 2022
Copyright © 2022 by Yascha Mounk

ISBN : 979-10-329-1646-9
Dépôt légal : 2022, janvier
Pour la traduction française :
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2022
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

Quelques instants avant le direct, j'ai pris conscience de ma nervosité.

Ma langue maternelle est l'allemand, mais, depuis mes études, commencées en Grande-Bretagne et achevées aux États-Unis, c'est en anglais que je suis le plus à l'aise pour parler politique. Alors, quand j'ai pris place sur le plateau avant mon interview en direct dans « Tagesthemen », l'une des émissions d'information les plus populaires d'Allemagne, j'ai soudain eu peur de me ridiculiser, de paraître décousu ou de me faire mal comprendre.

Et puis la présentatrice m'a demandé quelles étaient à mon avis les causes de la montée récente des populismes autoritaires, ce qui orientait habilement la discussion vers les principaux arguments de mon dernier livre. Là, j'ai commencé à prendre le rythme. Petit à petit, la pression retombait.

J'ai répondu que la stagnation économique provoquait un peu partout de la colère. La montée en puissance des réseaux sociaux, de son côté, a permis aux démagogues de toucher plus facilement un public plus large pour répandre leur haine et leurs mensonges. Enfin, il y avait une troisième raison, particulièrement ici en Allemagne, où l'arrivée récente de millions de réfugiés venus d'Afrique et du Proche-Orient marquait encore les esprits.

« Nous nous sommes embarqués, ai-je dit à la présentatrice, dans une expérience inédite dans l'histoire, celle de transformer une démocratie monoethnique et monoculturelle en société multiethnique. Ça peut fonctionner. Je pense que ça va fonctionner. Mais, bien sûr, cela provoque de nombreux bouleversements. »

Après l'entretien, une vague de soulagement m'a traversé. Mon allemand avait sonné plutôt naturel. J'étais parvenu à articuler certains des principaux arguments du livre. Surtout, je n'avais commis aucune bourde, rien d'embarrassant. J'avais évité le pire, pensais-je, qui aurait été de devenir viral malgré moi.

Je me suis dirigé vers la gare un large sourire aux lèvres. Sans perdre une minute, j'ai sauté dans un train pour Francfort, loué une chambre d'hôtel proche de l'aéroport et me suis endormi profondément.

Ce n'est qu'en rallumant mon téléphone le lendemain soir, après un vol de dix heures pour rentrer aux États-Unis, que j'ai constaté que la vidéo était devenue virale malgré tout. Ma boîte mail débordait de messages de gens très en colère : « Arrêtez de nous dire comment on devrait vivre ! » disait l'un. « Comment osez-vous mener ce genre d'expériences sur nous ? » demandait l'autre. « Merci d'avoir admis votre participation dans ce complot indigne », précisait un troisième.

Leur violence m'a pris de court, mais c'est surtout leur contenu qui m'a abasourdi. Quel complot avais-je bien pu mentionner ? Sur qui donc expérimentai-je ?

Une rapide recherche sur Internet m'a fourni la réponse. Quelques minutes après l'entretien, *Tichys Einblick*, un site d'extrême droite, avait publié un article laissant entendre qu'Angela Merkel et moi-même menions délibérément une expérience sur le peuple allemand. « Qui a donné son accord pour une telle expérience¹ ? » exigeait de savoir l'auteur.

Née de cette courte publication, la rage qu'avait déclenchée mon aveu prétendu s'était répandue comme une traînée de poudre. Des animateurs radio d'extrême droite, des youtubeurs et même des élus citaient l'interview comme la preuve que des puissances malignes préparaient le « grand remplacement » qui exterminerait la population d'origine européenne.

Enfin, *The Daily Stormer*, un site néonazi américain², eut vent de l'histoire. Plaçant mon nom entre plusieurs parenthèses pour souligner mes origines juives, l'article avertissait les lecteurs dès sa manchette des dangers de l'« expérience historique inédite de (((Yascha Mounk)))³ ». Dans une allusion à *Arbeit Macht Frei*, la devise perfide inscrite à l'entrée du camp d'extermination d'Auschwitz, l'article s'intitulait : « Diversité Macht Frei. Le peuple hébreu retente le coup⁴ ».

En un sens, mes quinze minutes de célébrité dans les sphères d'extrême droite et les cinq minutes de haine qu'elles ont déclenchées reposent sur un profond malentendu. Bien évidemment, Angela Merkel et moi n'étions pas de mèche pour mener une grande expérience sur le peuple allemand. Ni nous, ni personne. Le rapide

changement démographique, ethnique et religieux en cours de l'Allemagne à la Suède et de l'Australie aux États-Unis n'est pas le fruit des préférences délibérées d'une cabale ; il est la conséquence, le plus souvent involontaire, d'une série de choix des gouvernements pris pour des raisons diverses ; économiques, politiques et humanitaires.

Malgré tout, je ne regrette pas d'avoir employé le terme « expérience », car je crois encore que, compris dans le bon sens, c'est le mot qui décrit le mieux la situation dans laquelle la plupart des démocraties développées se trouvent aujourd'hui.

En un sens, une expérience est une action entreprise par des scientifiques qui en posent clairement les paramètres au préalable. Selon le dictionnaire, il s'agit d'une « procédure scientifique dont l'objectif est de faire une découverte, tester une hypothèse ou démontrer un fait connu⁵ ». C'est ainsi que mes détracteurs avaient interprété mon affirmation selon laquelle bien des pays se sont aujourd'hui lancés dans une expérience historique inédite. Or, dans l'esprit de ces détracteurs, une expérience implique qu'il y ait un expérimentateur, tant qu'à faire juif, à l'accent indéfinissable et connecté à une institution d'élite, telle que l'université Harvard⁶.

Mais, en un autre sens, une expérience consiste tout simplement à tenter quelque chose dans des circonstances inhabituelles ou imprévues. C'est, selon le même dictionnaire, « une tentative dont on ignore le résultat⁷ ».

C'est bien sûr cette définition que j'avais en tête.

Au XVIII^e siècle, les Pères fondateurs des États-Unis se sont lancés dans la grande expérience de la démocratie moderne en instaurant une république autogouvernée à une époque où toutes les tentatives du même genre avaient misérablement échoué partout où elles avaient été entreprises. Le résultat était loin d'être certain et, pourtant, si les Pères fondateurs voulaient rester fidèles à leurs idéaux, une « longue série d'abus⁸ » ne leur laissait plus le choix.

Nous nous embarquons aujourd'hui dans le même genre d'aventure. Alors que nous connaissons bien peu de précédents, nous voilà partis pour une grande expérience, la construction de démocraties multiethniques très diverses*, qui passeront l'épreuve du temps et, espérons-le, traiteront équitablement tous leurs citoyens.

Cette grande expérience est l'entreprise la plus importante de notre époque. Elle a démarré sans expérimentateur, en l'absence de toute volonté délibérée. Aucun

* L'adjectif « diverses », qui traduit ici le *diverse* anglais, est à comprendre comme dérivé du substantif « diversité » tel qu'on l'emploie actuellement dans la langue, autrement dit comme l'équivalent de « multiethnique, multiconfessionnelle et multiculturelle », auquel il faudrait encore adjoindre la diversité de genre, d'identité et d'orientation sexuelle, et sûrement d'autres encore. En accord avec l'auteur, il sera le plus souvent traduit par « multiethnique », sans plus de précisions. Bien que plus restrictif, ce terme a l'avantage de former avec « démocratie » une expression plus naturelle et moins ambiguë que « diverse ». Par ailleurs, il contient dans les esprits de la plupart d'entre nous le cœur de la question, et bien souvent recoupe au moins en partie la composante culturelle et la composante religieuse. Toutefois, le lecteur devra entendre davantage cette expression de « démocratie multiethnique » comme un raccourci de langage plutôt que comme une caractérisation stricte ; dans presque toutes les occurrences, il pourra ainsi lui substituer mentalement l'expression plus précise mais malheureusement bien trop lourde de « démocratie multiethnique, multiculturelle et multiconfessionnelle ». [NdT.]

consensus n'existe sur le genre de règles ou d'institutions qui pourraient la faire aboutir. Et, de plus en plus, nous perdons de vue son but : un avenir que les membres de la majorité comme des minorités pourraient désirer sans réserve.

L'objectif de ce livre est d'éclairer la nature de cette expérience, de décrire le coût prohibitif que son échec entraînerait, enfin d'offrir une vision optimiste des moyens de la mener à bien.

La démocratie multiethnique et ses détracteurs

Il serait tentant de penser que cette grande expérience se produira naturellement sans heurts.

De la Suède aux États-Unis, les politiciens aiment affirmer que « la diversité fait notre force ». Les démocrates estiment évidemment que les démocraties sont mieux armées que les dictatures pour préserver la paix civile entre différents groupes ethniques ou religieux. Dans ces conditions, construire des démocraties multiethniques devrait être facile, n'est-ce pas ?

Malheureusement, il existe deux raisons, souvent négligées, pour lesquelles la diversité et la démocratie compliquent, plus qu'elles ne facilitent, la réussite des sociétés. D'abord, les frictions entre communautés ont été, historiquement, une cause majeure de conflits. Pour bien des sociétés, la diversité a été une pierre d'achoppement plutôt qu'une force. Deuxièmement, les institutions

démocratiques sont tout aussi capables de compliquer que de simplifier les défis que pose la diversité. Dans de nombreux cas, la volonté de la majorité a soufflé sur les braises des violences ethniques ou religieuses et accentué l'exclusion des groupes minoritaires.

Si nous voulons la réussite de la grande expérience, il est nécessaire d'identifier sereinement les obstacles qui s'y opposent, sans détourner le regard.

Dans certains des conflits les plus meurtriers de l'histoire, victimes et bourreaux partagent ce que nos yeux modernes analyseraient comme une même identité. Les humains sont parfaitement capables de partir en guerre contre leurs compatriotes et leurs coreligionnaires, d'infliger des sévices innommables à ceux qui partagent avec eux leur couleur de peau, et même des liens familiaux.

Mais de l'Inde à l'Indonésie, l'histoire montre aussi que la diversité augmente sensiblement la possibilité de conflits violents. Dans la plupart des crimes les plus atroces de l'humanité, les « identités attribuées », telles que la race ou la religion, ont joué un rôle décisif. Des déportations de masse organisées par l'empire assyrien au IX^e siècle avant notre ère à l'expulsion des musulmans de l'Espagne médiévale, de l'Holocauste au génocide rwandais, c'est encore et toujours l'infériorité ou l'iniquité supposée d'un groupe qui a servi de prétexte aux violences et aux meurtres de masse.

La tension entre deux groupes issus d'ancêtres différents ou vénérant un dieu différent fait historiquement

partie des causes principales de conflit, d'effondrement et de guerre civile. C'est le premier danger que doivent affronter les sociétés multiethniques ou multiconfessionnelles.

Certains éléments centraux des démocraties, tels que des élections régulières, peuvent-ils nous aider à naviguer entre ces écueils sur lesquels tant de sociétés multiethniques ou multiconfessionnelles se sont fracassées ?

Les archives de l'histoire sont loin de nous inciter à l'optimisme sur ce point. Les citoyens des démocraties les plus respectées du monde ont porté leur pureté ethnique en étendard. D'Athènes à Rome, de Venise à Genève, les tentatives prémodernes d'autogouvernance ont toutes été restreintes au groupe ethnique concerné.

Dans le même temps, les exemples les plus respectés de sociétés multiethniques ont été, à de rares exceptions près, des empires ou des monarchies. De la Bagdad du IX^e siècle à la Vienne du XIX^e, les populations composées d'une grande variété de groupes divers qui sont parvenus à cohabiter pacifiquement et à s'influencer les uns les autres n'avaient pas voix au chapitre quand il s'agissait de décider de leur destin collectif.

Ce n'est pas une simple coïncidence. Pour le sujet d'un roi ou d'un empereur, le poids démographique relatif de son groupe n'a pas de lien direct avec les lois qui le gouverneront. Tant qu'il fera confiance au souverain pour tolérer sa communauté, il restera relativement serein quand affluera dans le pays un groupe ethnique ou religieux différent du sien.

Pour le citoyen d'une démocratie, au contraire, le poids démographique de son groupe affectera sa capacité à peser sur les décisions politiques. Tant qu'il sera dans la majorité, il décidera. Dès qu'il passera en minorité, en raison de l'immigration ou de toute autre forme de changement démographique, les lois qui le gouverneront pourront changer du tout au tout. La logique même de l'autogouvernance, qui pose comme impératif éternel de forger des majorités de votants du même avis, pousse le citoyen à exclure des décisions politiques qui le concernent ceux qu'il considère comme différents de lui.

C'est la deuxième embûche sur la voie des démocraties multiethniques. Les institutions démocratiques attisent plutôt qu'elles n'apaisent les rivalités entre communautés.

La diversité entraîne fréquemment des conflits. Les institutions démocratiques exacerbent fréquemment les tensions ethniques et religieuses. Si elles comptent perdurer, voire prospérer, il serait donc utile que les démocraties multiethniques étudient de très près l'histoire des tentatives d'établissement de sociétés justes et inclusives.

Malheureusement, ce n'est pas ce qu'elles font. La plupart des démocraties ont une longue tradition d'exclusion ethnique et religieuse, si bien que leur expérience de gestion d'une société multiethnique, ce qu'elles sont pourtant aujourd'hui, reste terriblement limitée.

Ce n'est qu'au cours des cinq ou six décennies précédentes que la plupart des démocraties ont admis à grande échelle que les étrangers d'autrefois sont les compatriotes

d'aujourd'hui. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, au Royaume-Uni, moins d'une personne sur vingt-cinq était née à l'étranger⁹. Aujourd'hui, c'est une sur sept¹⁰. Il y a quelques décennies de cela, la Suède était l'un des pays les plus homogènes du monde. Aujourd'hui, un habitant sur cinq a des origines étrangères¹¹. De nombreux pays, de l'Autriche à l'Australie, ont connu un tel changement fulgurant.

Les raisons de cette transformation démographique ne sont pas les mêmes partout. En Allemagne¹², en Suisse¹³, c'est surtout le besoin de main-d'œuvre non qualifiée qui l'explique, cette main-d'œuvre qui a alimenté le « miracle économique » des années 1950 et 1960. En France et au Royaume-Uni, il s'agit surtout des conséquences de l'établissement puis de l'effondrement d'un empire vindicatif¹⁴. Au Danemark et en Suède, de généreuses lois d'asile ont joué un rôle significatif.

Mais, malgré ces importantes différences, tous ces pays ont un point commun : leur transformation est la conséquence inattendue et imprévue de choix politiques dont les objectifs étaient tout autres. Aucun de ces pays n'a consciemment décidé de se transformer en démocratie multiethnique et multiconfessionnelle, si bien qu'aucun n'a non plus conçu de plan cohérent pour affronter les défis que cela poserait.

En Amérique du Nord, une autre version de la même histoire s'est déroulée.

Comme la grande majorité des citoyens du Canada et des États-Unis puisent leurs origines dans des pays

lointains, ils n'ont jamais pu prétendre que ce qui les reliait à leurs compatriotes était une longue histoire partagée ou des ancêtres communs. À la différence des Européens, ils se sont pensés comme des nations d'immigrés dès leur conception. Et pourtant, à leur manière, les deux grandes démocraties du Nouveau Monde ont été profondément excluantes durant la majeure partie de leur existence. Elles ont plongé dans la grande expérience coiffées des mêmes œillères que les autres.

Le lien qui unit la race* et la citoyenneté est particulièrement fort aux États-Unis. Durant les quatre-vingt-dix premières années de son existence, la jeune république déniait aux Noirs les protections les plus élémentaires : le droit de conserver le fruit de son labeur, de choisir où s'établir, de qui épouser.

Quand l'institution particulièrement cruelle de l'esclavage a été abolie sous sa forme traditionnelle, en 1865¹⁵, et que le pays est entré dans une période de réinvention pleine d'espoir, les Afro-Américains ont brièvement pu rêver à obtenir des droits civiques pleins et entiers. Mais, quand vint le contrecoup de la Reconstruction, ils furent de nouveau privés de toute participation politique dans la vie de la nation¹⁶. Sous les lois oppressives qui s'emparèrent de la majorité du sud du pays pour les cent années

* S'agissant de la situation des États-Unis, le mot « race » est bien sûr à prendre dans son sens anglo-saxon. Ce sera toujours le cas par la suite, à chaque fois que le mot « race » sera employé. Le mot « ethnie », mieux en cour sous nos latitudes, n'en recouvre malheureusement pas tout à fait le sens, en particulier le sens sociologique, puisque le Bureau du recensement des États-Unis considère la race et l'ethnie comme deux identités distinctes et séparées. [NdT.]

qui allaient suivre, ils vécurent ségrégués, séparés de ceux qui, sur le papier, auraient dû être leurs compatriotes, privés d'accès à des services publics de base et frappés de l'interdiction de participer aux élections.

Au cours de la majeure partie de son histoire, l'Amérique a été bien moins ouverte à l'immigration extraeuropéenne que le suggère le récit traditionnel de ses origines. Quand les travailleurs chinois ont commencé à affluer sur la côte ouest à la fin du XIX^e siècle, les hommes politiques se sont subitement inquiétés de l'impact de cette « race étrangère » sur la composition ethnique de la population américaine¹⁷. Dès 1875, une série de lois a interdit aux « indésirables » migrants venus d'Asie l'entrée dans le pays¹⁸.

Quand la part des résidents nés à l'étranger a atteint un record absolu au début du XX^e siècle, démocrates et républicains se sont mis d'accord pour serrer la vis. Dans les années 1920, des lois ont limité le nombre maximal de nouveaux arrivants à 165 000 par an, avec des restrictions supplémentaires pour les immigrés non occidentaux¹⁹.

Ce n'est qu'en 1965 que l'Immigration and Nationality Act a commencé à revenir sur ces limites strictes imposées à l'immigration extraeuropéenne²⁰. Même après cela, les politiques les plus influents voulurent s'assurer que le nouveau système n'altérerait pas la composition démographique du pays. Dans la déclaration qu'il fit au moment de signer la loi, le président Lyndon Johnson insistait : « Ce n'est pas une loi révolutionnaire. Elle n'affectera pas la vie de millions de gens. Elle ne modifiera pas la structure de nos vies quotidiennes²¹. »

Au début, le nombre des immigrés venus d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine augmenta doucement. Mais avec cette montée graduelle de l'immigration extraeuropéenne et l'utilisation intensive que firent ces nouveaux venus de leur droit de se porter garants de leurs parents afin que ceux-ci les rejoignent sur la terre promise, ils finirent par constituer la plus grosse part des arrivées. Dans les années 2010, quatre immigrés sur cinq admis légalement aux États-Unis venaient d'Amérique latine ou d'Asie²².

Même aux États-Unis, la grande expérience est davantage le résultat d'hypothèses erronées quant aux effets à long terme de certaines politiques publiques que le témoin d'un engagement sans faille pour la diversité et ses bénéfices. Ni Woodrow Wilson, ni Franklin Roosevelt, ni Lyndon Johnson, ni Ronald Reagan n'ont pris la décision consciente de s'engager dans la grande expérience. Tous sont tombés dedans.

Cela clarifie le problème qui se pose aujourd'hui dans toutes les démocraties multiethniques.

Bien des démocraties ont juré depuis leur origine qu'elles traiteraient sur un pied d'égalité tous leurs citoyens, quelles que soient leur religion ou leur ethnie. Elles font de leur mieux pour que la grande expérience fonctionne. Et pourtant, le récit qu'elles se font d'elles-mêmes, leur « roman national », repose encore sur la fiction de leur homogénéité.

Si vous aviez demandé à des habitants de Stockholm, de Vienne ou de Tokyo d'il y a cinquante ans qui, selon

eux, appartenait vraiment à leur pays, ils vous auraient probablement donné la même réponse, aux variations locales près : quelqu'un dont les ancêtres parlaient la même langue qu'eux, vivaient au même endroit, appartenaient au même groupe ethnique et peut-être vénéraient le même Dieu. De nos jours encore, beaucoup de ces pays rendent la tâche difficile aux minorités qui cherchent à pratiquer leur religion ou à voir leurs apports culturels reconnus. Les pages les plus sombres de l'histoire de ces pays n'y sont qu'effleurées, dans les discours et les écoles. Par endroits, un « vrai » citoyen doit aujourd'hui encore partager la même culture et appartenir à la même ethnie que la majorité.

Dans les pays qui ont longtemps loué leur cohésion culturelle et n'ont pas connu d'afflux massif de migrants auparavant dans leur histoire, le risque d'une rupture permanente entre natifs et étrangers est particulièrement élevé. Dans certaines régions d'Europe et d'Asie, bien des immigrés et autres membres des minorités craignent de ne jamais appartenir vraiment au seul pays qu'ils connaissent.

Pour cette raison, le risque de fragmentation culturelle est à présent bien réel. Certains groupes d'immigrés forment aujourd'hui une classe socio-économique défavorisée. Dans les *banlieues*, quelques-uns se font fort de rejeter jusqu'aux règles les plus basiques de vie en société. Ils accordent bruyamment leur soutien aux extrémistes violents, voire se compromettent en menant des actions terroristes dans leur propre pays.

D'autres démocraties, diverses dès leurs origines, sont engagées depuis des siècles dans un processus de

PARTIE II
DE L'AVENIR SOUHAITABLE
DES DÉMOCRATIES MULTIETHNIQUES

Chapitre 4. Quel rôle pour l'État ?.....	129
Les libertés fondamentales (et les menaces qui pèsent sur elles)	135
Éloigner les persécutions	144
Se libérer de la cage des normes.....	150
Chapitre 5. Le patriotisme peut-il agir pour le bien ?.....	157
La puissance et les dangers du nationalisme ethnique.....	163
Vive le patriotisme civique !.....	168
Plaidoyer pour un patriotisme culturel.....	174
Chapitre 6. La diversité devrait-elle ne faire qu'un ?.....	185
Le melting-pot : une vision trop noble	187
La salade composée : un futur trop fragmenté...	193
Une vision nouvelle : le parc public.....	200
Chapitre 7. Pouvons-nous construire une vie sainement partagée ?.....	207
Retour à l'âge d'or	209
Refus du changement.....	214
Double dose d'identité.....	218
Un meilleur modèle.....	228

PARTIE III
COMMENT LES DÉMOCRATIES MULTIETHNIQUES
POURRAIENT S'ÉPANOUIR

Chapitre 8. Quelques raisons d'être optimiste	243
Exclusion et intégration	245
Travail et éducation.....	255
Crime et terrorisme	265
Pourquoi il est essentiel d'être optimiste	274
Chapitre 9. La démographie n'est pas le destin...	279
Quand la « science » n'est pas très scientifique.....	282
L'idée la plus dangereuse de la politique américaine.....	290
Des raisons de se réjouir que la démographie ne soit pas un destin	297
Chapitre 10. Des politiques utiles.....	305
Une prospérité assurée.....	309
Solidarité universelle	315
Des institutions efficaces et inclusives.....	323
Respect mutuel.....	332
<i>Conclusion</i>	339
Notes.....	353